



Direction des systèmes d'information

ASSISTANCE A L'ADMINISTRATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU RESEAU SIREs

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP n° 25100

CCAP 25.14.013

Accord-cadre passé en application des articles L2125-1-1° et R2162-1 à 10, 13 et 14 du Code de la Commande Publique auquel il sera fait référence sous le vocable « le Code » dans la suite du présent document

<p>Objet : Ce document détaille, en se conformant aux dispositions du Code de la commande publique, les stipulations particulières au présent accord-cadre précisant ou complétant les clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication ou qui y dérogent.</p>
--

Cahier des Clauses Administratives Particulières **(CCAP) n°25111**

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable au présent accord-cadre et à ses marchés subséquents est le CCAG - FCS (NOR : ECEM0816423A).

Le présent accord-cadre comporte des prestations exécutables par bons de commande et par marchés subséquents, selon les modalités prévues aux articles R2162-13 et R2162-14 et aux articles R2162-7 à R2162-10 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est passé par la Délégation Occitanie Ouest – 16, avenue Édouard Belin – BP 24367 – 31055 Toulouse cedex 4, pour le compte du Centre National de la Recherche Scientifique, dont le siège est 3 Rue Michel Ange, 75794 Paris cedex 16. L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont exécutés au profit de la Direction des Systèmes d'Information du CNRS, sise 358 rue Pierre Gilles de Gennes – Bâtiment Tour GAIA, 31670 Labège.

Le présent cahier comporte 17 feuillets numérotés de 1 à 17.

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements applicables aux marchés publics de l'État français.

L'accord-cadre est exécuté pour le compte de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du CNRS – 358, rue Pierre Gilles de Gennes – Tour GAIA – Quartier Bouyssset - BP 21902 - 31319 Labège cedex.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LE MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 - MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU PRÉSENT ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 – PRIX	7
ARTICLE 6 – AVANCE.....	9
ARTICLE 7 – DÉFINITION DES PAIEMENTS	9
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
ARTICLE 9 – PÉNALITÉS	11
ARTICLE 10 – ADMISSION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 11 – CLAUSES D’ASSURANCE QUALITÉ.....	12
ARTICLE 12 – DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	13
ARTICLE 13 – RÉSILIATION	14
ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
ARTICLE 15 – DROIT DE PROPRIÉTÉ / CLAUSE DE SECRET	15
ARTICLE 16 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRÉSENT MARCHÉ	15
ARTICLE 17 – CONDUITE DES TRAVAUX	16
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG/FCS	17

Le présent accord-cadre est passé par la Délégation Occitanie Ouest – 16, avenue Édouard Belin – BP 24367 – 31055 Toulouse cedex 4, pour le compte du Centre National de la Recherche Scientifique, dont le siège est 3 Rue Michel Ange, 75794 Paris cedex 16. L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont exécutés au profit de la Direction des Systèmes d'Information du CNRS, sise 358 rue Pierre Gilles de Gennes – Bâtiment Tour GAIA, 31670 Labège.

Personne habilitée à signer l'accord-cadre : Monsieur **Jocelyn MERE**, Délégué Régional Occitanie Ouest, en application de la Décision **DEC222188DAJ du 26 septembre 2022**, qui a reçu délégation de compétence, de la Décision **DEC100013 DAJ du 21 janvier 2010** afférente à la délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux et de la Décision **DEC190902DAJ du 16 janvier 2020** portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins de fournitures, de services et de travaux ainsi que désignation des personnes responsables des marchés au Centre National de la Recherche Scientifique.

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements applicables aux marchés de l'État français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au Titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Article 1 – Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet de définir une prestation d'assistance à l'exploitation, l'administration et la maintenance des équipements du réseau SIRES (réseau privé virtuel du système d'information du CNRS).

Ce marché est exécuté pour le compte de la Direction des Systèmes d'Information du CNRS, il comprend les prestations suivantes :

- 1) Prise en charge
- 2) Réversibilité
- 3) Maintenance
- 4) Supervision des équipements et des vulnérabilités
- 5) Exploitation
- 6) Catalogue de services
- 7) Expertises
- 8) Maîtrise d'œuvre déléguée. Cette prestation ne fait pas l'objet d'une facturation spécifique. Son coût est intégré dans les autres prestations.

Article 2 – Documents contractuels régissant le marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'Accord-cadre et des marchés conclus sur la base de l'Accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante.

Article 2.1 – Pièces propres à l'accord-cadre

- L'acte d'engagement du présent accord-cadre et son bordereau de prix annexé,
- Le présent Accord-cadre valant CCAP – n° 25111,
- Le Cahier des clauses techniques particulières du présent Accord-cadre n° 25112,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS - NOR : ECEM0816423A),
- L'Arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (NOR : ECOP1825228A),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- L'offre technique du Titulaire.

Article 2.2 – Pièces propres aux marchés subséquents

- Les marchés conclus sur la base de l'Accord-cadre,
- Le cas échéant, le bordereau de prix unitaires complémentaire joint aux marchés passés sur la base de l'Accord-cadre,
- Les précisions et compléments apportées par le CNRS lors des demandes d'élaboration de Marchés Subséquents (MS),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les compléments apportés par le Titulaire à son offre initiale, lors de la remise de Marchés Subséquents,
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'Accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le présent Accord-cadre et les Marchés Subséquents constitués des documents contractuels définis ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions de l'Accord-cadre et des Marchés Subséquents prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le CNRS et le Titulaire préalablement à la signature de l'Accord-cadre et des Marchés Subséquents. Il en est également ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

L'exemplaire original de ces documents conservé par le CNRS font seuls foi.

Article 3 - Modalités de fonctionnement du présent accord-cadre

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites dans le CCTP n° 25112.

Article 3.1 – Modalités d'émission des Bons de commande (articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique)

En ce qui concerne les prestations pour lesquelles le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, des bons de commande seront émis sur la base du présent accord-cadre, selon les modalités des articles R2162-13 et R2162-14 du Code.

Cette modalité de fonctionnement constituera le mode le plus commun de fonctionnement de l'accord-cadre.

A la notification de l'accord-cadre et durant son exécution, la Personne Responsable du Marché émettra des bons de commande couvrant les prestations établies par référence au tableau d'engagement annexé à l'acte d'engagement.

La notification de l'accord-cadre vaudra commande de la prestation 1 de « Prise en Charge »

En cours d'exécution de l'accord-cadre et en fonction des besoins complémentaires identifiés par le CNRS, des commandes pourront également être notifiées au Titulaire. Ces commandes seront établies par référence à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande porte une date d'effet et un délai d'exécution et le cas échéant les conditions particulières de vérification des prestations objet de la commande. Le bon de commande devra faire explicitement référence à la prestation correspondante. En ce qui concerne les prestations d'expertise technique, chaque bon de commande indiquera le profil demandé (selon la classification de l'acte d'engagement) et le nombre de jour/homme. Il sera accompagné d'un document décrivant la prestation attendue et les conditions de réalisation.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La date limite d'exécution d'une prestation ne peut excéder la date de fin de l'accord-cadre d'une manière qui méconnaîtrait la nécessité d'une remise en concurrence périodique, conformément aux dispositions de des articles R2162-5 et R2162-6 du Code.

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre (**202XXXX**),
- La référence du bon de commande (exemple : **0399L0**),
- La désignation et le code service (**MOY1678_1**) de l'émetteur du bon de commande,
- Les références de la prestation concernée,
- La date de début d'exécution
- Le délai d'exécution,
- Le lieu d'exécution,
- Le montant total hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant T.T.C.

Le Titulaire s'engage à exécuter la totalité des commandes que l'Administration lui notifiera.

Article 3.2 – Conclusion de marchés subséquents (articles R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique)

Lorsque, pour certaines prestations, toutes les stipulations contractuelles ne sont pas présentes dans l'accord-cadre, des marchés subséquents seront conclus avec le Titulaire. Ces marchés subséquents pourront prendre plusieurs formes :

a) Marchés ordinaires

Il s'agit de marchés à prix forfaitaire pour une prestation déterminée.

b) Accords-cadres

Dans cette hypothèse, la demande complémentaire du CNRS aboutira, en application des articles R2162-7 à R2162-9 du Code de la commande publique, à la conclusion d'un accord-cadre qui ne pourra s'exécuter qu'au moyen de bons de commande, émis conformément aux dispositions des articles R2161-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Cette faculté est susceptible d'être utilisée principalement dans deux cas :

- Besoin de prestations présentes dans l'acte d'engagement, dans des cas où le CNRS n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'unités d'œuvre nécessaires,
- Apparition, en cours d'exécution de l'accord-cadre, de besoin demeurant dans l'objet de l'accord-cadre mais non prévues à son lancement.

Article 4 – Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **douze (12) mois** à compter du **1^{er} jour du mois suivant sa date de notification**, durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis et les marchés subséquents conclus.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié.

Le Pouvoir Adjudicateur remet également au Titulaire, sur sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement par période de **douze (12) mois**, sans que sa durée totale ne puisse excéder **quarante-huit (48) mois**.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, le CNRS a la possibilité de mettre fin à ce dernier, en notifiant avant la date anniversaire de l'accord-cadre sa décision de non-reconduction au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution, sans préjudice de ses obligations dans le cadre de l'exécution des bons de commande qui lui ont été notifiés.

Article 5 – Prix

L'accord-cadre est conclu sans minimum. Son montant maximum est fixé à la somme de **3.200.000** (trois million deux cent mille) **€uros** H.T.

À titre indicatif et en l'état des informations dont le CNRS dispose à ce jour, le montant annuel estimé de l'accord-cadre s'élève à la somme de **400.000 (quatre cents mille) €uros** HT.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par le CNRS au cas où le marché ne serait pas reconduit à l'issue de la première, de la deuxième, ou de la troisième période d'exécution.

Les prix du marché figurent à l'acte d'engagement. Ils sont établis aux conditions économiques du jour de signature de l'acte d'engagement.

Les prix définis dans le tableau annexé à l'acte d'engagement comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et au respect des engagements pris par le Titulaire.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour de la livraison ou de l'exécution de la prestation.

Article 5.1 - Type de prix

Les prix de règlement ne sont pas révisables. Seuls les prix de référence portés par le bordereau de prix, servant de base à l'émission de bons de commande et à l'élaboration des prix des marchés subséquents, le sont.

Le prix de chaque prestation pourra être révisé annuellement à la date anniversaire de la prise d'effet du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left[0,125 + 0,875 \times \left(0,70 \frac{S_y}{S_{y0}} + 0,30 \frac{FSD3}{FSD3o} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = montant révisé HT,

P_o = montant de base HT défini dans le tableau d'engagement pour chaque prestation,

S_y et S_{y0} = indice « Syntec »,

FSD3 et FSD3o = indice « Frais et services divers - modèle de référence n°3 »

Les valeurs des indices Syntec et Frais et services divers - modèle de référence n° 3 - sont à relever dans le Moniteur des Travaux Publics.

Les indices figurant aux dénominateurs représentent les valeurs initiales correspondant au mois M de l'année N de remise de l'offre.

Au numérateur, figureront les valeurs des mêmes quantités des années N+1, N+2 et N+3. Les parties conviennent expressément de considérer les derniers indices connus aux dates d'établissement des prix et de révision comme définitifs.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent d'adopter l'index de remplacement. Si aucun index de remplacement n'est publié, les parties choisiront un indice similaire.

Les nouveaux prix de l'accord-cadre ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

La révision peut intervenir au plus tard deux (2) mois calendaire après la date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou sur décision du CNRS. Elle ne peut en aucune façon intervenir de manière rétroactive.

Lorsque la demande ou la décision intervient moins d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la prochaine date anniversaire de la notification du marché.

Lorsque la demande ou la décision intervient plus d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la date de la demande ou de la décision.

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M précédant la date de la demande ou de la décision.

Par exemple :

Mois M : avril 2025

Notification : 1^{er} septembre 2025

1^{ère} révision : 31 août 2026 (indices initiaux d'avril 2025, indices finaux d'avril 2026)

2^{ème} révision :

- ✓ demande le 1^{er} juillet 2027, révision avec effet au 1^{er} septembre 2027, indices d'avril 2027 retenus
- ✓ demande le 15 octobre 2027, révision avec effet au 15 octobre 2027 (bons de commandes émis après cette date), indices d'avril 2027 retenus, prochaine révision possible en septembre 2028.
- ✓ demande le 15 décembre 2027, forclusion, prochaine révision possible en septembre 2028.

Article 5.2 – Clause de réexamen

Dans le cadre de la prestation 3, un certain nombre d'unités d'œuvre correspondant à des fonctionnalités supplémentaires étant ou pouvant être implantées **sur les matériels maintenus au titre du présent accord-cadre** ont été listées.

Cette liste d'unités d'œuvre pourra être actualisée pour prendre en compte :

- L'évolution de la politique des fabricants de matériel
- L'évolution des fonctionnalités nouvelles proposées par les fabricants

La liste est actualisée :

- Soit sur proposition du Titulaire, lorsqu'il détecte, au titre de sa veille technologique, une fonctionnalité pouvant être utile au CNRS dans le cadre de son activité
- Soit à la demande du CNRS

La liste mise à jour est établie par le Titulaire et transmise au CNRS. Elle est applicable dès que le CNRS a manifesté son accord par tout moyen écrit (courrier, courriel, ...)

Le prix de l'UO nouvelle est établi, selon le mode choisi par le Titulaire dans son acte d'engagement :

- Soit par application du taux de remise indiqué sur le prix public du fabricant
- Soit par application du coefficient indiqué au prix obtenu par le Titulaire. Il doit justifier ce prix par tout moyen.

Article 6 – Avance

Pour l'application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B est retenue.

Le Titulaire, en ce qui concerne l'avance prévue aux articles L2191-2, R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique au titre des prestations exécutées directement sur la base du présent accord-cadre, déclare dans l'acte d'engagement s'il accepte ou renonce au versement de l'avance.

En l'absence dans ce dernier, le Titulaire est réputé avoir renoncé à percevoir l'avance.

En ce qui concerne les éventuels marchés subséquents ultérieurs, le Titulaire de l'accord-cadre acceptera ou déclinera le paiement de l'avance pour chaque marché subséquent dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-18 du Code de la commande publique.

Aucune avance ne sera versée, quand bien même elle aurait été proposée dans le marché subséquent et acceptée par le Titulaire, si celle-ci ne répond pas aux conditions d'obtention définies au Code de la commande publique.

Si, dans le marché subséquent, le Titulaire n'a ni accepté, ni refusé l'avance qui lui a été proposée, il est réputé l'avoir refusée.

Le précompte de l'avance forfaitaire versée à la notification du bon de commande commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65% du montant annuel du marché et sera terminé lorsque le montant des prestations atteindra 80% du montant annuel du marché.

Le règlement de l'avance interviendra dans les trente (30) jours à compter de l'évènement ouvrant droit à un tel versement, tel que décrit ci-après.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le montant de l'avance des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sera déterminé selon les modalités prévues au Code de la commande publique.

1) Bons de commande

Le montant de l'avance, si elle est demandée, est fixé au taux minimal prévu à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, appliqué :

- ✓ Au montant TTC de chacun des bons de commande dont le montant est supérieur à 50.000 € H.T et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois si le marché subséquent conclu sous forme d'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum ou si le bon de commande est émis directement sur la base de l'accord-cadre.
- ✓ Au montant minimum du marché subséquent si celui-ci en comprend un, supérieur à 50.000 € H.T. , modulé en cas de durée d'exécution supérieure à douze mois selon les dispositions de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

2) Marché subséquent à prix forfaitaire

Le montant de l'avance, si elle est demandée, est fixé au taux minimal prévu à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, appliqué au montant TTC du marché subséquent dans la mesure où son montant est supérieur à 50.000 € H.T et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois, modulé en cas de durée d'exécution supérieure à douze mois selon les dispositions de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Article 7 – Définition des paiements

Dans le cadre des prestations de maintenance et d'administration/exploitation, un acompte trimestriel sera versé sur certification du service fait de la Directrice de la DSI ou de son représentant et conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Dans le cadre des autres prestations, si la durée d'exécution d'un bon de commande est supérieure à trois mois, un versement sera déclenché en fonction de l'avancement et de la qualité de services et sera versé sur certification du service fait de la Directrice de la DSI ou de son représentant et conformément aux dispositions de l'article 10 ci-après.

Le montant des opérations de liquidations arrêtant la somme des acomptes pourra être minoré par précompte sur les sommes dues, des éventuelles pénalités sans mise en demeure préalable en cas de non-respect des clauses techniques contractuelles.

Article 8 – Modalités de règlement

Article 8.1 – Contenu des factures et demandes de paiement

Les demandes de règlement du Titulaire devront être établies en référence aux Prestations et aux bons de commande, conformément aux dispositions du présent article.

Sur chaque demande de règlement, devront apparaître, outre les indications prévues par la réglementation, les renseignements suivants :

- les références du marché concerné (202XXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- Le code service de l'entité CNRS facturée : MOY1678_1
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0399L0).
- la désignation de la prestation assurée,
- le montant hors taxes, ainsi que le taux et le montant de base de calcul de l'acompte demandé le cas échéant,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire.
- **les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**

Article 8.2 – Adresse de facturation

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

Article 8.3 – Délai global de paiement

Le délai de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la demande de paiement. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de règlement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de règlement se décompte à partir de la date de réception de la facture par le Pouvoir Adjudicateur ou de la date d'acceptation du produit ou de la prestation si celle-ci est postérieure.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 (quarante) euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Article 8.4 – Sous-traitance

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre, ou lors de la remise des offres dans le cadre des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ou en cours d'exécution de ces marchés.

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le Titulaire doit remettre au CNRS par tout moyen permettant de déterminer avec certitude la date de remise de celle-ci

Le sous-traitant adresse sa facture au Titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-16 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre ou des marchés subséquents s'applique également aux sous-traitants.

Article 9 – Pénalités

Article 9.1 – Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les prestations du marché sont soumises à une obligation de continuité de service. Le Titulaire sera passible, en cas de défaillance ou dysfonctionnement de son fait, et sans mise en demeure préalable, de pénalités définies par prestation, par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le Titulaire encourt lors de la réalisation des prestations décrites dans le CCTP du présent marché les pénalités qui y sont mentionnées (articles 7.1.5 à 7.6.5 du CCTP).

En cas de calcul de pénalités aboutissant sur 3 mois consécutifs à un taux d'au moins 10% du montant mensuel d'une prestation considérée, le présent accord-cadre pourra être résilié par le CNRS au tort du Titulaire. Dans cette hypothèse, l'exécution de l'accord-cadre serait poursuivie à ses frais et risques, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

Article 9.2 – Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

En application des dispositions de l'article L 8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, la personne responsable du marché enjoint aussitôt le Titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au Titulaire une pénalité de deux mille (2 000 euros) par jour ouvrable. Le Titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut de correction par le Titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS dans son courrier de mise en demeure, la personne responsable du marché peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Article 9.3 – Pénalités pour absence de réponse aux marchés subséquents

En cas de non réponse, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 10.000 (dix mille) euros. En l'absence de réponse de la part du Titulaire et au cas où le CNRS serait amené à faire exécuter la prestation par un tiers, le Titulaire devra assurer le maintien en conditions opérationnelles du module ajouté au prix défini dans son offre.

Article 9.4 – Pénalités pour déport non autorisé par le CNRS

En cas de déport des prestations hors du lieu initialement déclaré non autorisé par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire de 100 000 € assortie d'une mise en demeure de ramener au lieu initial à ses frais et risques. La non-exécution de l'obligation de ramener au lieu initial sera sanctionnée par des pénalités forfaitaires calculées comme suit à compter de la fin du délai fixé dans la lettre de mise en demeure :
 $P = 100\text{€} * R^2$, avec R = nombre de jours calendaire de retard.

Article 10 – Admission des prestations

Les prestations, sauf autorisation expresse du CNRS, ne peuvent souffrir d'une interruption de service.

Chaque fiche d'intervention ou d'exécution des prestations du CCTP donnera lieu à certification de services fait et précisera les livrables et autres prestations attendues au titre de chaque type de prestations.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le CNRS dispose d'un délai d'un mois après la fin des prestations pour procéder à l'admission des prestations.

Dans le cas contraire, le CNRS notifie par écrit au Titulaire ses remarques motivant une réfaction. Le Titulaire devra alors prendre en compte les remarques du CNRS, et mettre en œuvre toute action corrective afin de ne pas voir se reproduire un tel dysfonctionnement.

Après 3 réfections consécutives pour une même prestation, le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Article 11 – Clauses d'assurance qualité

L'exécution du marché est auditable par le CNRS ou par un tiers mandaté par le CNRS.

Si le tiers mandaté est un Prestataire d'Audit de la Sécurité des Systèmes d'Information (PASSI) qualifié par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), le Titulaire ne peut s'opposer à l'audit, à moins qu'il ne démontre que le tiers mandaté ne respecte pas le référentiel des exigences en vigueur.

Si le tiers mandaté n'est pas un PASSI qualifié par l'ANSSI, le Titulaire peut s'opposer l'audit en indiquant au Pouvoir Adjudicateur les manquements au référentiel des exigences en vigueur qu'il reproche au tiers mandaté. Le Pouvoir Adjudicateur peut alors :

- Soit démontrer que ces reproches ne sont pas fondés
- Soit mandater un autre tiers pour procéder à l'audit.

Les modalités de cet audit sont fixées à l'article 6.3.4 du CCTP

Les résultats de l'audit sont communiqués pour arbitrage au comité opérationnel dont le rôle et la composition sont définis dans le CCTP.

L'exécution du marché peut également faire l'objet de revue préventive régulière de la part du CNRS. Les résultats de ces revues sont communiqués au comité de pilotage pour arbitrage.

Le Titulaire s'engage à :

- permettre aux personnes mandatées par le CNRS, l'accès pendant les heures normales de bureau aux informations nécessaires à l'exécution des audits ou revues,
- présenter aux auditeurs et aux personnes chargées des revues les documents relatifs à l'exécution du marché, et à répondre à leurs questions,
- mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les opérations d'audit ne devront pas perturber le bon fonctionnement du Site du Titulaire au-delà des contraintes inhérentes aux procédures auditées.

Le Titulaire communiquera au CNRS les renseignements demandés au titre de l'audit. Le Titulaire s'engage à collaborer de bonne foi et sans réserve avec tout auditeur ainsi désigné. Ainsi, il facilitera l'accès des auditeurs à tout document ou information ou autre élément utile au bon déroulement de la mission d'audit et lui facilitera sa mission, en particulier en répondant à toute question et en lui accordant l'accès à tous les outils et moyens nécessaires à l'audit. L'auditeur est soumis au secret professionnel et à un engagement de confidentialité et de non-divulgaration des informations recueillies auprès du Titulaire, dans le cadre de sa mission, quel qu'en soit le mode d'acquisition. Le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour que l'audit puisse être réalisé dans un délai de 5 (cinq) Jours à compter de la date de démarrage fixée par le CNRS dans sa notification.

La réalisation de tout audit ne pourra en aucun cas constituer ou être interprétée comme une immixtion du CNRS dans les Prestations du Titulaire, ni réduire la responsabilité de ce dernier.

Le projet de rapport d'audit sera soumis au Titulaire qui formulera par écrit ses observations. Elles seront jointes au rapport définitif.

Le rapport d'audit sera adressé expressément à chacune des Parties et fera l'objet d'un examen par l'un des Comités prévus au CCTP.

En cas de dysfonctionnement révélé, le Titulaire devra proposer un plan d'actions correctrices qui sera mis en place à ses frais, et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour corriger celui-ci, à ses frais, dans un délai maximal de 20 (vingt) Jours à compter de la notification par le CNRS.

Dans le cas d'un audit planifié par le CNRS et sous-traité à un tiers, les frais d'audit seront pris en charge par le CNRS si le rapport d'audit ne révèle pas de dysfonctionnement. Si l'audit révèle des dysfonctionnements, les frais engagés par le CNRS seront remboursés par le Titulaire sans délai. Le présent marché ne pourra faire l'objet de cession partielle par le Titulaire à tout tiers de son choix, qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

Article 12 – Différents et Litiges

Le droit français est seul applicable en cas de litige. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le CNRS et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'Accord-cadre et des Marchés Subséquents, ou à l'exécution des prestations objet de l'Accord-cadre ou des Marchés subséquents.

En cas de litiges entre les parties portant sur l'Accord-cadre, la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Toulouse.

Article 13 – Résiliation

Les conditions de résiliations sont celles mentionnées au chapitre 7, art. 38 à 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG/FCS (et en plus des cas énumérés par cet article), le marché pourra être également résilié pour faute du Titulaire en cas de désordre, malveillance, ou manquement à ses obligations contractuelles et notamment de communication ou d'information à l'égard du CNRS. A la fin de la période de transition (prestation de prise en charge), l'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par le pouvoir adjudicateur, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Titulaire. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte résiliation du ou des marchés subséquents en cours d'exécution que si elle le prévoit expressément, en indiquant les marchés subséquents affectés par la disposition.

La décision de résiliation de l'accord-cadre peut également comporter les mentions nécessaires à la non reconduction d'un ou plusieurs des marchés subséquents en cours d'exécution.

En cas de résiliation pour faute d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les hypothèses où la faute du Titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles.

Article 14 – Obligations du Titulaire

Article 14. 1 - Obligation d'information

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des différentes prestations demandées, de nature à retarder ou à compromettre les opérations d'hébergement et d'exploitation des configurations CNRS.

Toute modification pouvant affecter le déroulement des prestations demandées doit faire l'objet d'un accord préalable du CNRS. Cet accord devra être sollicité par le Titulaire avec un préavis minimum de six mois.

En cas de non-respect de ce préavis ou de désaccord sur la modification proposée, le CNRS aura la possibilité de résilier le marché aux frais et risques du Titulaire.

Reporting (rapport d'activité) : le Titulaire devra en plus exécuter les actions de reporting demandées dans le CCTP (tableaux de bord, compte-rendu des comités, rapports d'étude, suivi des états envoyés).

Article 14. 2 - Assurances

Le Titulaire du marché et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le Titulaire et les sous-traitants agréés par le CNRS devront remettre, dans un délai 8 (huit) jours à compter de toute demande du CNRS, une attestation d'assurance justifiant qu'ils sont couverts au titre de la responsabilité civile (RC – articles 1240 à 1244 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Les coûts de remise en état complets, sans limitation, sont à charge du prestataire en cas de défaut de couverture.

Article 14. 3 - Réversibilité

A l'échéance du marché (prévue dans le marché ou en cas de résiliation anticipée), le Titulaire sera tenu, si le CNRS le demande, d'exécuter les prestations de réversibilité prévues dans le CCTP.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire se verra appliquer les pénalités prévues et assumera, à ses frais et risques, les coûts supplémentaires auxquels aura été exposé le CNRS du fait de cette carence.

Article 14. 4 - Maintien du site du Titulaire

Le déport des prestations objet du marché hors du lieu initialement déclaré ne peut se faire qu'avec **l'accord exprès et préalable** du CNRS. Tant que cet accord écrit n'est pas fourni au Titulaire, aucun déport ne peut avoir lieu.

Le Titulaire s'engage à ne faire exécuter aucune prestation technique en dehors du territoire national français sans l'accord explicite et préalable du CNRS. Cela recouvre l'administration, l'exploitation et l'outillage des équipements, ainsi que les prestations d'expertise nécessitant la divulgation d'informations d'architecture et d'implémentation du réseau du CNRS.

Article 15 – Droit de propriété / clause de secret

Le CNRS demeure propriétaire des matériels fournis et éléments communiqués au Titulaire pour la réalisation de la prestation (outils logiciels, normes, méthodes, ...).

Le Titulaire est tenu au secret professionnel le plus absolu et en conséquence, ne doit pas, sauf autorisation expresse écrite du CNRS, divulguer de quelque manière que ce soit, ni utiliser à d'autres fins que celles prévues, tous les renseignements, documents et objets (matériels, logiciels, supports magnétiques, éditions, documents) couverts par ce marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel qu'il emploie ou utilise et à assumer les conséquences de leur non-respect.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai le CNRS avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'Accord-cadre.

Article 16 – Modifications relatives au Titulaire du présent marché

Article 16. 1- Généralités

Toute modification affectant le Titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance la Personne Responsable du Marché, telle que définie en préambule du présent document.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

Article 16. 2- Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- ➔ Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- ➔ Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- ➔ Modification des coordonnées bancaires ;
- ➔ Modification de l'adresse électronique utilisée pour l'exécution du marché. Cette information doit être transmise à la Personne Responsable du Marché, telle que définie en préambule du présent document dans les plus brefs délais.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant.

Article 16. 3- Modification majeures

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de **tout projet** de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Seule la Personne Responsable du Marché, telle que définie en préambule du présent document est compétente pour décider de l'acceptation de la cession du marché. Celle-ci fera, en cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, l'objet d'un avenant, afin de constater le transfert au nouveau Titulaire.

Article 17 – Conduite des travaux

Le Titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour une exécution des prestations conforme aux diverses spécifications contenues dans les documents contractuels.

Les personnels du prestataire sont placés sous l'entière responsabilité du Titulaire du présent marché. En aucun cas ils n'auront à recevoir d'ordre ou consigne de la part du CNRS.

La maîtrise d'ouvrage (dont notamment le pilotage des applications exécutées sur les machines hébergées et la gestion des systèmes et du réseau) est placée sous la responsabilité du CNRS.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, qu'il respecte les obligations mentionnées à l'article 6 du CCAG-FCS en ce qui concerne la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail. Le CNRS est en droit d'auditer ou de faire auditer le respect des présentes dispositions. Le coût de cet audit éventuel est à la charge du CNRS.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les actions requises, dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pour mettre en place l'organisation requise afin d'éviter tout transfert de son personnel et de celui de ses sous-traitants vers le CNRS à la cessation du Marché, pour quelle que cause que ce soit.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le Titulaire déclare être en règle avec l'ensemble des dispositions applicables en matière de droit du travail, notamment avec les dispositions des articles L8221-1 et 2 du Code du travail, les dispositions des articles L4153-1 à L4153-5 et R4153-6 du Code du travail ainsi que les conventions internationales et règles éthiques relatives aux droits de l'enfant.

Si le personnel du Titulaire, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du Titulaire, est appelé à travailler sur les Sites du CNRS, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité (informatique ou non) en vigueur sur les Sites du CNRS. Le CNRS se réserve le droit de vérifier, à tout moment, ou faire vérifier par un tiers mandaté par lui, le parfait respect par le personnel du Titulaire ou de ses

Sous-Traitants des règles de sécurité.

Préalablement à l'intervention sur un Site du CNRS d'un membre du personnel du Titulaire, le Titulaire informe l'intéressé du caractère éventuellement particulier du Site, des risques encourus ainsi que de l'impératif de recevoir les informations nécessaires dans ce domaine dès son accueil sur le Site concerné.

Le CNRS communique au Titulaire le règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les Sociétés Apparentées du CNRS.

Lorsqu'il est amené à travailler dans les locaux du Titulaire, le personnel du CNRS, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du CNRS, se conforme au règlement intérieur et aux règles

d'hygiène et de sécurité en vigueur dès lors que ces documents auront été préalablement communiqués par le Titulaire.

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents. Le Titulaire s'engage formellement à appliquer à son personnel l'ensemble des règles du droit du travail.

À défaut, le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre de plein droit dans les conditions prévues à l'Article 13 ci-dessus.

En particulier, conformément à la législation sur la lutte contre le travail clandestin (article L8221-1 et 2 du Code du travail), le Titulaire garantit au CNRS que les employés qui participeront à l'exécution du contrat sont employés régulièrement. Le Titulaire garantit qu'il a obtenu des autorités compétentes les autorisations nécessaires, notamment au regard de la réglementation de l'immigration, pour les membres de son équipe intervenant dans les Prestations en violation des lois et règlements en vigueur.

À cet effet, il fournira au CNRS, au plus tard au jour de la signature de l'accord-cadre une attestation sur l'honneur certifiant que les prestations visées au contrat seront exécutées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, 2 et 4 du Code du travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les règles d'accès aux locaux du CNRS, la charte d'utilisation des moyens informatiques du CNRS ainsi que les préconisations du 'Plan Hygiène Sécurité' en vigueur. Cette obligation est également applicable à tous autres locaux auxquels le Titulaire accède, dans la mesure où les éléments lui ont été communiqués.

En cas de non-respect de ses obligations telles que décrites ci-dessus par le Titulaire, celui-ci s'expose à la résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents à ses torts.

Article 18 – Dérogations au CCAG/FCS

- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS
- L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG/FCS
- L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG/FCS

En cas de clause non récapitulée dans la présente liste indicative, il est fait application prioritairement de la clause contractuelle identifiant la dérogation.